

Audience publique du 10 juillet 2013

Recours formé par
Monsieur ..., ...
en présence de Madame ...,
contre deux décisions du directeur du Service de Renseignement de l'Etat et
une décision d'un jury constitué au sein du Service de Renseignement de l'Etat
en matière de nomination

JUGEMENT

Revu la requête inscrite sous le numéro 30450 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2012 par Maître Jean-Marie Bauler, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., fonctionnaire d'Etat auprès du Service de Renseignement de l'Etat, demeurant à L-..., tendant principalement à la réformation, sinon subsidiairement à l'annulation :

- d'une décision du 26 janvier 2012 par laquelle le directeur du Service de Renseignement de l'Etat a rejeté sa candidature au poste de chef de département adjoint,
- d'une décision du directeur nommant Madame ... audit poste, et
- d'une décision du jury recommandant la nomination de Madame ... audit poste ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 19 mars 2013 ;

Monsieur ... entra au service de l'Etat le 1^{er} avril 2003 et fut affecté au Service de Renseignement de l'Etat, ci-après dénommé « le SRE », le 1^{er} mai 2006.

Par courriel du 7 décembre 2011, la direction du SRE fit savoir au personnel du SRE que lors de la réunion de direction du 6 décembre 2011, il fut décidé de procéder dans chaque département à la nomination d'un chef de département adjoint. Ledit courriel précise en outre que les personnes nommées au poste de chefs de département adjoints continueraient à assurer leur travail quotidien actuel, mais que leur mission consisterait en plus de ce travail quotidien d'aider le chef de département correspondant dans la gestion des dossiers, l'organisation du département et d'assurer la suppléance du chef de département.

Par courrier du 19 janvier 2012, Monsieur ... posa sa candidature pour le chef de département adjoint du département Renseignement.

Lors de la réunion de la direction du SRE du 17 janvier 2012, il fut retenu que compte tenu du nombre élevé des personnes intéressées, une procédure de sélection sera organisée pour évaluer et départager les candidats. Il fut décidé que cette procédure consiste en un entretien individuel d'environ 30 minutes avec chacun des candidats lors duquel un jury, composé de trois personnes en fonction du département du poste à pourvoir, posera trois questions d'ordre général à tous les candidats afin d'évaluer leur motivation et leur vision. Il fut encore décidé que les candidats seront évalués selon quatre critères, à savoir la motivation, la qualification, la vision et l'esprit d'équipe voire la collégialité.

Le 18 janvier 2012, Madame ... fut entendue par un jury composé des Messieurs ... et ... et de Madame Monsieur ... fut entendu le 23 janvier 2012 par un jury composé de Madame ..., Monsieur ... et Madame

Au vu des notes attribuées à chaque candidat, le jury recommanda de nommer Madame ... comme chef de département adjoint Renseignement. Par décision du 26 janvier 2012, le directeur du SRE, en se référant à un entretien individuel du 25 janvier 2012 lors duquel il expliqua à Monsieur ... plus amplement le résultat des entretiens avec le jury, informa ce dernier que sa candidature ne fut pas retenue. Par décision du même jour, le directeur nomma Madame ... au poste de chef de département adjoint Renseignement.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2012, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de ladite décision du directeur du SRE du 26 janvier 2012 portant rejet de sa candidature au poste de chef de département adjoint Renseignement, contre la décision du directeur du même jour portant nomination de Madame ... au poste de chef de département adjoint Renseignement et contre la décision, ainsi qualifiée, du jury ayant recommandé la nomination de Madame ... au poste de chef de département adjoint Renseignement.

Par jugement du 19 mars 2013, le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours principal en réformation, se déclara incompétent pour connaître du recours subsidiaire en annulation pour autant qu'il était dirigé contre la recommandation du jury du 26 janvier 2012 et reçut le recours en annulation en la forme pour le surplus. Le tribunal administratif constata par ailleurs que dans son mémoire en réplique, le demandeur se référa à des documents que tant le directeur du SRE, à travers un courrier du 23 octobre 2012, que le premier ministre, dans une décision du 24 décembre 2012, considérèrent comme étant des documents renseignant des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du SRE au sens de l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du service de renseignement de l'Etat, ci-après dénommé « la loi du 15 juin 2004 », de sorte à ce qu'ils aient refusé de les communiquer au demandeur. La partie étatique contesta par ailleurs la pertinence des dits documents dans la présente affaire. Ainsi, afin de pouvoir apprécier, d'un côté, si lesdites pièces sont pertinentes en la présente instance, et, de l'autre côté, sous réserve qu'elles soient pertinentes, d'apprécier si l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 était susceptible de s'opposer à ce que ces pièces puissent être discutées devant le tribunal administratif, le tribunal, avant tout autre progrès en cause, invita le Service de Renseignement de l'Etat de déposer au greffe les documents spécifiés dans le dispositif dudit jugement.

Nonobstant le fait que la requête introductive d'instance fut signifiée au Madame ... sans que cette dernière n'a pas déposé de mémoire en réponse endéans le délai de l'article 5 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le tribunal statue néanmoins à l'égard de toutes les parties en vertu de l'article 6 de cette même loi.

Au sujet de la pertinence des pièces versées par la partie étatique sur invitation du tribunal, il y a lieu de retenir de prime abord que le demandeur reprochent en substance à la décision déferée qu'il n'aurait pas été retenu pour le poste litigieux au motif qu'il aurait pointé dans le passé des dysfonctionnements du SRE et que ces remarques auraient dérangés la hiérarchie. Etant donné que le contenu des pièces en question se meut sur une toile de fond tenant au fonctionnement interne du SRE, respectivement donne une aperçue des suggestions formulées par le demandeur, le tribunal est amené à retenir, au stade actuel de la procédure, que ces documents sont pertinents en la présente affaire en ce sens qu'elles sont nécessaires à la sauvegarde des droits de la défense du demandeur. Il s'ensuit que le respect des droits de la défense du demandeur impose un débat contradictoire des pièces en question.

A cet égard, force est encore au tribunal de constater, d'un côté, qu'il est exact que l'article 16 de la loi du 15 juin 2004 qualifie comme infraction pénale le fait de communiqué sciemment et en connaissance de cause, à toute personne non qualifiée pour en prendre connaissance, des renseignements ou des faits de caractère secret relatifs au fonctionnement et aux activités du Service de renseignement, mais que le juge administratif n'est ni compétent pour qualifier pénalement un fait ni pour interpréter une disposition à caractère pénale, et, de l'autre côté, que les parties ne sont pas en désaccord sur le fait que les pièces en cause ne sont pas classifiées au sens de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, ci-après dénommée « la loi du 15 juin 2004 ». Eu égard des compétences du tribunal administratif en la matière cernées ci-avant et afin d'assurer, au stade actuel de la procédure, une mise en balance des différents intérêts en cause, le tribunal est amené à conclure qu'il y a lieu d'accorder au mandataire du demandeur de consulter lesdites pièces au greffe du tribunal administratif sans droit d'en recevoir copie et de lui accorder par ailleurs un délai pour déposer un mémoire supplémentaire limité à la discussion de ces pièces.

Parallèlement, la partie étatique pourra déposer un mémoire supplémentaire en réponse au mémoire supplémentaire du demandeur.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

avant tout autre progrès en cause, autorise le demandeur à consulter les documents plus amplement spécifiés dans le dispositif du jugement du 19 mars 2013 au greffe du tribunal administratif ;

invite le demandeur à déposer un mémoire supplémentaire limité à la discussion de ces pièces au greffe du tribunal administratif pour le 13 septembre 2013, à 17.00 heures, sous peine de forclusion ;

invite la partie étatique à déposer un mémoire supplémentaire limité à la discussion de ces pièces au greffe du tribunal administratif pour le 13 septembre 2013, à 17.00 heures, sous peine de forclusion ;

fixe l'affaire à l'audience publique du tribunal administratif, troisième chambre, du 16 octobre 2013, 9.00 heures, pour continuation des débats ;

réserve les frais.

Ainsi jugé par :

Claude Fellens, vice-président,
Annick Braun, premier juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique du 10 juillet 2013 par le vice-président, en présence du greffier Monique Thill.

s. Monique Thill

s. Claude Fellens

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 12/7/2013

Le Greffier du Tribunal administratif